

Votation

communale du

25 septembre 2016

Message

des autorités communales

des Bois

## **Objet de la votation**

Acceptez-vous l'initiative communale pour la suppression de l'interdiction de circuler sur les routes communales de la Rue du Doubs et de la Route de Biaufond ?

## **Séance d'information**

Conformément aux dispositions du règlement d'organisation, une séance d'information relative à l'objet de la votation communale aura lieu

**le vendredi 26 août 2016 à 20.00 heures  
à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

# Rapport du Conseil communal

Une initiative communale munie de 170 signatures, dont 164 ont été validées, a été déposée au Secrétariat communal.

Le texte de celle-ci est reproduit ci-dessous :

## Initiative populaire communale conçue en termes généraux

Les soussigné-e-s, citoyennes et citoyens ayant le droit de vote en matière communale, en vertu des articles 102 à 104 de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques, demandent au Conseil communal des Bois de supprimer l'interdiction de circuler sur les routes communales de la Rue du Doubs et la Route de Biaufond.

Le comité d'initiative :

Louis Cattin

Laurent Donzé

Alice Cattin

Jean-Jacques Donzé

Bernard Gremaud

Conformément à l'article 91, alinéa 3, de la loi sur les droits politiques, le comité d'initiative statuant à la majorité de ses membres, peut décider le retrait de la présente initiative.

## Pour la suppression de l'interdiction de circuler sur les routes communales de la Rue du Doubs et la Route de Biaufond.

*Peuvent signer cette initiative: les citoyennes et citoyens suisses, âgés de 18 ans et plus, domiciliés dans la commune; les ressortissants jurassiens, âgés de 18 ans et plus domiciliés à l'étranger et inscrits dans la commune; les étrangers âgés de 18 ans et plus, domiciliés depuis 10 ans en Suisse; dans le Canton du Jura depuis 1 an et dans la commune.*

*Les indications ci-dessous doivent être manuscrites et apposées si possibles en caractères d'imprimerie par le signataire lui-même.*

## Argumentaire:

Suite à la décision prise par la commune d'interdire la circulation sur les routes communales de la Rue du Doubs et la Route de Biaufond, une pétition avait été lancée par des citoyens des Bois et déposée en date du 24 avril 2015 à l'administration communale. Celle-ci avait été signée par 121 personnes. Malgré le nombre important de signatures, le Conseil Communal n'as pas voulu modifier quoi que ce soit à la situation actuelle. Selon le comité de cette présente initiative, des solutions auraient pourtant pu être choisies (macarons, «ayants droits»,...).

La commune a signalé qu'il était possible de déposer une initiative communale demandant le réexamen de cette question, ce que nous vous proposons de faire en signant cette initiative.

**Cette interdiction de circuler pose des problèmes** à certains citoyens, qui se voient obligés de faire un détour dont ils ne comprennent pas les raisons. **La route de contournement dévie déjà «naturellement» bon nombre d'automobilistes.** Les citoyens désirant passer par ces routes **préfèrent la sensibilisation à l'interdiction.** Ils comprennent et soutiennent les mesures prises pour ralentir la circulation dans ces quartiers. Des panneaux «transit» pourraient encore être ajoutés afin d'inviter les automobilistes à passer par la route de contournement.

Enfin c'est par soucis **d'égalité et d'équité envers tous les citoyens et contribuables de notre commune** (entretien et ouverture hivernale) qu'il faut **signer et faire signer cette initiative.**

Au niveau formel, cette initiative a été déclarée valable par le Conseil communal.

Avant le dépôt de cette initiative, une pétition qui demandait également la suppression de l'interdiction de circuler sur les routes de la Rue du Doubs et de la Route de Biaufond avait été déposée.

Le Conseil communal, dans sa réponse donnée aux pétitionnaires, avait conclu au rejet de la demande avec l'argumentaire ci-dessous.

- 1) En votation communale, les citoyens des Bois ont accepté à la grande majorité la modification du plan de zones qui prévoyait une extension du village telle que réalisée actuellement. Dans sa conception directrice, la réalisation d'une route de contournement était prévue. Les plans de quartier ainsi que les crédits nécessaires pour leur réalisation ont été approuvés également en votation communale. Il s'agissait dès lors de mettre en place les mesures nécessaires pour que le trafic soit dévié par la nouvelle route.
- 2) Les mesures d'interdiction ont été dûment publiées dans le Journal officiel et par affichage public local et n'ont fait l'objet d'aucune opposition.
- 3) Lesdites mesures sont également justifiées au nom des autorités par les faits que :
  - La crèche communale se situe dans le secteur « bordiers autorisés » décrété. La limitation en zone 30 km/h n'a pas été convaincante du fait que de nombreux automobilistes ne la respectent pas.
  - La route elle-même (rue du Doubs) présente quelques obstacles susceptibles de provoquer des accidents, par exemple le virage à angle droit situé en haut de la route, le passage pour enfants qui se rendent à l'école près du restaurant de l'Ours, passage qui est lui-même caché par un mur de jardin qui provoque bien des soucis, le passage étroit entre le restaurant de l'Ours et la propriété voisine et la visibilité au « Stop » près de l'hôtel de la Couronne, visibilité inexistante à droite qui a dû être compensée par un miroir et visibilité restreinte à gauche en raison du stationnement intempestif et récurant d'automobilistes sur le trottoir qui est relativement large à cet emplacement.
- 4) Le trafic frontalier relativement important le matin et le soir est, par notre décision, canalisé à l'extérieur du village. Sans ces interdictions, il est clair que les usagers ne prendront pas la route de contournement aménagée à leur intention.
- 5) Bien que le projet soit actuellement en suspens, l'accès au parking pour l'Espace communal se fera par la rue du Doubs. Aussi, la décision de restriction mise en place peut être mise en rapport avec cette importante réalisation qui verra certainement de nombreux enfants jouer sur les espaces qui seront bientôt aménagés.

Cette argumentation avait été approuvée par le Service des infrastructures dont nous reproduisons ci-dessous l'appréciation.

Nous avons examiné avec intérêt votre courrier du 5 mai dernier concernant l'objet ci-dessus et pouvons y répondre comme suit.

La mesure contestée par le biais de la pétition est issue à l'origine d'une décision communale datée du 7 avril 2014. Cette dernière a été publiée dans le Journal officiel n° 17 du 7 mai 2014. Il n'y a pas eu d'opposition à cette publication. Finalement, la mesure a fait l'objet d'un arrêté d'approbation daté du 14 novembre 2014 par le Service des infrastructures comme le prévoit l'article 2 de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux<sup>1</sup>.

En ce sens, la décision a suivi le cheminement légal habituel pour ce type de mesure. La mise en place des signaux détermine le moment où la mesure s'applique.

Une autre mesure, telle que le rétablissement de l'ancien système de circulation, nécessite une nouvelle décision du Conseil communal. Les voies d'oppositions à cette éventuelle nouvelle mesure seraient dès lors ouvertes et cette dernière pourrait bien évidemment être aussi contestée.

Au stade actuel de la pétition, notre Service n'interviendra pas. Notre rôle se limite à approuver une décision de la commune et, cas échéant, à lever les oppositions restantes.

Ceci étant, nous jugeons la position du Conseil communal appropriée à la situation au vu des motifs pertinents relevés dans votre courrier du 5 mai dernier.

La décision de la Commune est également en adéquation avec les dispositions de la loi sur la circulation routière qui prévoit que des prescriptions peuvent être édictées lorsqu'elles sont nécessaires pour par exemple, assurer la sécurité ou protéger les habitants.

Il est utile de savoir, dans la mesure où vous rencontrerez les pétitionnaires que la notion de « riverains autorisés » reste malgré tout assez large aux yeux de la loi. Elle permet l'accès, en plus

<sup>1</sup>RSJU 741.11

<sup>2</sup>RSJU 741.151

des habitants, aux personnes qui leur rendent visite ou doivent y effectuer des transports ou des livraisons. Cette notion vise également les personnes qui doivent accomplir des tâches sur les biens-fonds attenants au tronçon considéré.

En conclusion, le Conseil communal estime que l'argumentaire des auteurs de l'initiative est bien léger. Le détour que représente le fait d'emprunter la route de contournement représente au plus 30 secondes. Cette perte de temps est en général compensée par le temps d'attente au stop près de l'hôtel de la Couronne et sans parler de l'augmentation de la sécurité pour s'élancer sur la route cantonale et de la suppression du passage du Restaurant de l'Ours. Aussi, il recommande le rejet de l'initiative. Conformément à l'article 8 du règlement d'organisation, la présente initiative a été soumise au Conseil général qui est l'organe compétent pour se prononcer sur le fond. Si celui-ci l'avait acceptée, l'interdiction de circuler sur les routes communales de la Rue du Doubs et de la Route de Biaufond aurait été levée. Le Conseil général n'a pas accepté cette initiative, elle est donc soumise au verdict du peuple.

## **Préavis du Conseil général**

Dans sa séance du 22 février 2016, le Conseil général a rejeté le projet d'initiative par 13 voix contre 2. Le procès-verbal de la séance peut être consulté sur le site : [www.lesbois.ch](http://www.lesbois.ch).

# Argumentaire des référendaires

Initiative pour la suppression des  
interdictions de circuler dans le village Les Bois

**Pour un village libre et responsable,  
pour une saine cohabitation villageoise!**



**Oui aux limitations de vitesse,  
non aux interdictions de circuler!**

Voilà le message simple et clair que nous souhaitons diffuser car nous sommes convaincus qu'il suffit d'une bonne signalisation et d'une limitation de vitesse dans les quartiers sensibles du village pour résoudre les problèmes de sécurité.

Nous faisons confiance aux habitants de ce village, aux personnes qui le traversent ainsi qu'à nos hôtes pour respecter les limitations et ne pas mettre inutilement en danger la population de ce village.

Les interdictions, non fondées, induisent inévitablement des traitements de faveur, donc des injustices difficilement acceptables et peu propices pour développer une bonne ambiance villageoise. Pourquoi interdire une rue et pas une autre, pourquoi interdire un quartier et pas un autre... En acceptant le libre accès au village, on renforce son attractivité et on contribue à son dynamisme commercial.

Les interdictions ne sont donc qu'une mauvaise solution au problème posé, alors votez oui à la suppression des Interdictions, restez libres et continuez à vivre paisiblement dans le sympathique village des Bois.

Les représentants des référendaires